

# Opinions sur le processus électoral en République démocratique du Congo : Une étude menée à partir de groupes de discussion

*Une évaluation de perceptions des citoyens congolais sur les élections de 2018-2019 et  
de leurs opinions sur une éventuelle réforme électorale*

Cirilo Marinkovic  
Chargé de suivi et évaluation

Avril 2020



Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES)

Opinions sur le processus électoral en République démocratique du Congo : Une étude menée à partir de groupes de discussions

Une évaluation de perceptions des citoyens congolais sur les élections de 2018-2019 et leurs opinions sur une éventuelle réforme électorale

Copyright © 2020 Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES). Tous droits réservés.

Mot d'autorisation : Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris par photocopie et enregistrement, ou par voie de stockage d'information et de système de récupération, sans l'autorisation écrite de l'IFES.

Les demandes d'autorisation doivent inclure les informations suivantes :

- Une description du matériel pour lequel l'autorisation de copie est demandée.
- L'objectif pour lequel le document est demandé et la manière dont il sera utilisé.
- Votre nom, position, le nom de l'entreprise ou de l'organisation, numéro de téléphone et de fax, adresse e-mail et postale.

Veuillez envoyer toutes les demandes d'autorisation à :

International Foundation for Electoral Systems - 2011 Crystal Drive, 10th floor Arlington, VA 22202

Email : [editor@ifes.org](mailto:editor@ifes.org) Fax : 202.350.6701

Ce rapport est rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain à travers l'Agence des États Unis pour le développement international (USAID). Le contenu demeure la responsabilité exclusive de l'IFES et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement américain.

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Table des matières.....  | 3  |
| I. Aperçu de recherche et méthodologie.....  | 4  |
| Aperçu et objectifs.....   | 4  |
| Création et mise en œuvre des groupes de discussion .....  | 4  |
| Sélection des participants.....  | 4  |
| II. Résumé des principaux résultats .....  | 5  |
| III. Opinions sur l'état de la démocratie et de son avenir en RDC.....                               | 7  |
| IV. Opinions sur l'intégrité des élections de 2018 et les motivations de participation .....         | 8  |
| V. Connaissance et confiance aux autorités électorales .....   | 10 |
| VI. Opinions sur de possibles réformes des processus électoraux et du cadre juridique .....          | 11 |
| VII. Médias et sources d'informations préférés et formats efficaces pour l'éducation des électeurs.. | 12 |
| VIII. Opinions sur la participation des femmes à vie la politique .....                              | 13 |
| IX. Opinions sur la participation des jeunes en politique .....                                      | 14 |

## I. Aperçu de recherche et méthodologie

### Aperçu et objectifs

La Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES) apporte une assistance technique au processus électoral en République Démocratique du Congo (RDC) depuis 1996. À la suite des élections générales de 2018 et 2019, l'IFES a mené une série de dix séances de discussion de groupes du 10 au 22 février 2020 dans cinq agglomérations urbaines du pays.

Les groupes de discussion visaient principalement à examiner les perceptions des citoyens congolais sur les élections de 2018-2019 et leurs opinions sur une possible réforme électorale. Essentiellement, les principaux thèmes abordés par les groupes de discussion étaient les suivants :

- Opinions sur l'état de la démocratie en RDC et de son avenir ;
- Opinions sur l'intégrité du processus électoral de 2018-2019, motivations de participation et expériences du jour d'élections, ainsi que les procédures relatives à la machine à voter (MAV);
- Connaissance et confiance en la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), l'organe chargé des élections en RDC ;
- Opinions sur de possibles réformes électorales, du cadre juridique et institutionnel ;
- Médias et sources d'informations préférés et formats efficaces pour l'éducation des électeurs;
- Opinions sur la participation des femmes à la vie politique ; et
- Opinions sur la participation des jeunes à la vie politique.

Une description plus détaillée des sujets d'investigation, y compris les sous-sujets et ceux sur lesquels les modérateurs avaient été conseillés de considérer pendant les discussions peuvent être trouvés dans le guide des modérateurs.

### Création et mise en œuvre des groupes de discussion

L'équipe d'évaluation, de suivi et de recherche de sondage de l'IFES (MEASURE) a conçu un guide pour les groupes de discussion couvrant tous les objectifs ci-dessus, y compris les suivis et les entretiens. Elle a développé le questionnaire de sélection des participants aux discussions et a guidé le bureau d'études congolais dans la composition des groupes et leur emplacement. MEASURE a également assuré la supervision du travail sur le terrain lors des phases de démarrage du projet afin d'assurer le bon déroulement du processus et la conformité aux exigences méthodologiques. L'IFES a ainsi signé un contrat avec le « Target Research and Consulting », un bureau d'études basé à Kinshasa, pour gérer les discussions de groupes en RDC.

### Sélection des participants

Les 10 groupes de discussion ont eu lieu les 10 et 11 février à Kinshasa, le 14 février à Lubumbashi, le 15 février à Mbuji-Mayi, les 21 et 22 février à Gemena, et le 22 février à Goma. Ils ont été conçus pour refléter diverses opinions des principaux segments démographiques de la population adulte congolaise et des principales régions urbaines et rurales de la RDC. Les discussions ont ainsi été menées à Kinshasa, Gemena, Goma, Mbuji-Mayi et Lubumbashi. La taille des groupes de discussion variait entre 8 à 12 participants. Pour tous les groupes, des discussions séparées ont eu lieu pour les femmes et les hommes afin d'assurer le confort pour les participants de partager ouvertement leurs avis sur des questions critiques liées au

processus électoral. En outre, la composition des groupes a mis l'accent sur une représentation adéquate des congolais jeunes et plus âgés entre 18 et 60 ans, et sur un équilibre des participants urbains et ruraux. En plus, un mélange de participants avec différents niveaux d'éducation a été observé, mais seuls ceux qui ont manifesté un intérêt modéré ou supérieur pour la politique et le gouvernement ont été sélectionnés.

Target Research and Consulting a utilisé un questionnaire de sélection ayant des critères de participation spécifiques au recrutement des participants. Ci-dessous, une liste des groupes de discussion y compris la date, le lieu et les données démographiques générales des participants.

| Ville      | Urbaine/<br>Rurale | Date            | Genre  | Groupe<br>d'âge |
|------------|--------------------|-----------------|--------|-----------------|
| Kinshasa   | Mixte              | 10 février 2020 | Femmes | 18-60           |
| Kinshasa   | Mixte              | 11 février 2020 | Hommes | 18-60           |
| Lubumbashi | Mixte              | 14 février 2020 | Femmes | 18-60           |
| Lubumbashi | Mixte              | 14 février 2020 | Hommes | 18-60           |
| Mbuji-Mayi | Mixte              | 15 février 2020 | Femmes | 18-60           |
| Mbuji-Mayi | Mixte              | 15 février 2020 | Hommes | 18-60           |
| Gemena     | Mixte              | 21 février 2020 | Hommes | 18-60           |
| Gemena     | Mixte              | 22 février 2020 | Femmes | 18-60           |
| Goma       | Mixte              | 22 février 2020 | Hommes | 18-60           |
| Goma       | Mixte              | 22 février 2020 | Femmes | 18-60           |

Plus de détails sur les critères utilisés dans la sélection des participants peuvent être trouvés dans les critères et questionnaire de recrutement attaché à ce rapport.

## II. Résumé des principaux résultats

### Opinions sur l'état de la démocratie et de son avenir en RDC

Les hommes et les femmes de tous les groupes de discussions étaient d'accord que le pays a encore un long chemin à parcourir avant d'être considéré comme une démocratie. La plupart des participants ont estimé que la démocratie en RDC n'existe que de nom, et que malgré les récentes élections et un transfert de pouvoir, les problèmes structurels qui entravent la démocratie persistent. Au travers de beaucoup de discussions, il y avait un sentiment que les politiciens ne représentent pas les intérêts du peuple qui les a élus, certains déclarant qu'ils ne semblent s'intéresser au peuple que lorsqu'ils en ont besoin pour se faire réélire.

*« Les progrès de la démocratie n'ont pas été bons, malgré ce qui avait été promis lors des élections ».*

Homme, Kinshasa

### Opinions sur l'intégrité des élections de 2018 et les motivations de participation

Dans toutes les discussions, tous les interviewés qui ont participé au vote ont déclaré l'avoir fait par désir d'apporter des changements après 18 ans de Kabila au pouvoir. Tous les participants aux discussions à Kinshasa et Mbuji-Mayi ont déclaré qu'ils avaient voté, tandis que tous les hommes ont déclaré avoir voté à Gemena et toutes les femmes participantes à Lubumbashi ont déclaré l'avoir fait. En plus de voter pour

le changement, une raison commune dans les discussions était de voter par devoir de citoyen en tant que congolais. D'autres raisons communes étaient de chasser les dirigeants corrompus et d'améliorer l'économie et la sécurité.

Les opinions sur l'intégrité des élections de 2018 et 2019 ont été en général négatives dans tous les groupes. Tous les interviewés ont manifesté leurs inquiétudes concernant la corruption et la fraude, avec un sentiment général que les résultats avaient été prédéterminés. Les participants ont également manifesté leurs inquiétudes concernant les violences préélectorales qui, selon eux, décrédibilisent aussi les élections. L'utilisation des machines à voter (MAV) avait aussi été mentionnée par les participants comme facteur de facilitation de la fraude et, plus en général, de décrédibilisation des élections. L'accès insuffisant des participants aux informations sur les procédures de vote, et la gestion du jour du scrutin dans les bureaux de vote ont pu avoir un impact négatif sur leurs perceptions des élections et de la commission électorale.

*« Je souhaite des élections vraiment indépendantes. J'espère que nous y arriverons un jour ».*  
Homme, Goma

### **Connaissance et confiance aux autorités électorales**

Les interviewés avaient une idée générale du rôle et des responsabilités de la CENI, et tous les groupes connaissaient le nom du Président de la CENI, Corneille Nangaa. Certains groupes pouvaient nommer d'autres membres haut placés de la CENI. Ils avaient en général du mal à citer des responsabilités plus spécifiques de la CENI et avaient peu de confiance en sa capacité d'organiser des élections crédibles du fait d'une apparente influence politique.

### **Opinions sur de possibles réformes du processus électoral et du cadre juridique**

Les participants ne pensaient pas avoir une connaissance suffisante du cadre juridique congolais pour pouvoir parler des réformes de base. Malgré tout, plusieurs sujets de discussion se sont dégagés lorsque les participants ont été invités à réfléchir aux changements qu'ils aimeraient voir dans les élections congolaises. Le plus cité était le désir de revenir au système de vote à deux tours dans l'élection présidentielle, ainsi que des mesures pour promouvoir la transparence et réduire la corruption. Les participants étaient divisés quant à savoir s'il fallait ou non continuer à utiliser les nouvelles MAV ou revenir aux bulletins de vote en papier, et si les frais de candidature devraient être réduits pour encourager plus de candidats ou augmentés afin d'éliminer des candidatures frivoles.

### **Médias et sources d'informations préférés et formats efficaces pour l'éducation des électeurs**

Les participants ont cité plusieurs stations de radio et chaînes de télévision et journaux nationaux comme leurs principales sources d'informations. Tous les groupes ont cité la radio comme l'une des principales sources d'informations. Certains ont ajouté la télévision et la presse et d'autres sites d'actualités, ainsi que les médias et réseaux sociaux. Le bouche-à-oreille a également été évoqué. Aucun groupe n'a estimé avoir reçu assez d'informations sur les élections. Même si la plupart des groupes aient témoigné qu'ils avaient entendu parler des MAV, aucun ne pensait que ces machines avaient été convenablement introduites et expliquées.

### **Opinions sur la participation des femmes à la vie politique**

Presque tous les groupes ont déclaré qu'ils soutenaient une plus grande participation des femmes dans la politique. Les participants étaient divisés quant à savoir si l'État doit faire davantage pour promouvoir la participation des femmes ou si celles-ci devraient se frayer leur propre chemin en politique. La plupart des participants, hommes et femmes, ont lié la marginalisation des femmes en politique à des pratiques discriminatoires plus larges dans la société congolaise.

### Opinions sur la participation des jeunes à la vie politique

Les participants de tous les groupes étaient d'accord sur le fait que les jeunes sont confrontés à des obstacles uniques à leur participation politique. La plupart d'entre eux ont parlé du manque d'expérience comme la raison limitant les jeunes de moins de 40 ans à obtenir des postes dans le gouvernement. Une autre raison citée était la longévité des politiciens occupant des postes de pouvoir et ne donnant pas aux jeunes la possibilité d'acquérir de l'expérience. La plupart de participants étaient d'accord qu'une plus grande participation des jeunes à la vie politique serait positive pour le pays.

*« Je soutiens la participation des jeunes aux différents rôles politiques à tous les niveaux car ils remplaceront les vieux demain ».*

Femme, Mbuji-Mayi

### III. Opinions sur l'état de la démocratie et de son avenir en RDC

L'objectif de ce sujet était d'examiner le point de vue des participants sur les principaux problèmes dans le pays, leurs opinions sur l'état de la démocratie en RDC et leurs attentes pour le futur.

Les hommes et les femmes de tous les groupes de discussions estimaient que le pays a encore un long chemin à parcourir avant d'être considéré comme une démocratie. La plupart des participants ont estimé que la démocratie n'existe en RDC que de nom et que malgré les récentes élections et un transfert de pouvoir, les problèmes structurels qui entravent la démocratie persistent. Dans de nombreuses discussions, il y avait un sentiment selon lequel les politiciens ne représentent pas les intérêts du peuple qui les a élus, certains déclarant que les politiciens ne semblent préoccupés par les gens que lorsqu'ils en ont besoin pour leur réélection.

À Kinshasa, capitale du pays, les participants ont lié le manque de démocratie à une crise politique plus large dans le pays, dont l'insécurité, le manque d'infrastructures, le chômage et les restrictions imposées aux populations exprimant leurs droits démocratiques étaient les principaux symptômes. Les hommes de Kinshasa ont souligné la lenteur des projets de construction (par exemple, les sauts-de-mouton) comme emblématiques dans la crise du pays. D'autre part, les femmes à Kinshasa ont souligné le manque d'assainissement et les restrictions à la liberté d'expression.

*« Le pays est un champion dans la production des textes qui ne sont pas appliqués ».*

Femme, Gemena

À Gemena, les participants ont lié le manque de démocratie à l'instabilité qui règne dans le pays à cause des politiciens qui travaillent pour eux-mêmes et non pour leurs électeurs. Les hommes ont souligné la corruption dans les services gouvernementaux, tandis que les femmes ont remarqué un écart entre la loi qui devrait protéger les populations et le manque d'application dans la pratique.

À Goma, les participants des deux sexes ont lié le manque de démocratie à la situation de sécurité dans l'est du pays. Les hommes ont particulièrement souligné que la démocratie était affaiblie par la coalition entre Front Commun pour le Congo (FCC) de l'ancien président Joseph Kabila et la coalition Cap pour le Changement (CACH) du nouveau président Felix Tshisekedi. Les femmes ont de leur côté souligné que le fait que les gens qui votent et gouvernent en fonction des lignes tribales est préjudiciable à la démocratie.

À Mbuji-Mayi, les participants étaient relativement optimistes, estimant que le pays est sur la voie de la démocratie et que les choses se sont récemment améliorées. Malgré les progrès, les besoins de développement actuels du pays restent un obstacle significatif à la démocratie en RDC. Les hommes ont souligné la liberté des médias et l'assouplissement des lois sur l'expression publique comme positifs, alors que les femmes ont souligné l'impasse dans laquelle se trouve le président considérant la majorité de l'opposition au Parlement.

À Lubumbashi, les participants ont également noté une certaine avancée de la démocratie depuis les dernières élections, mais ont aussi reconnu que cela ne suffisait pas face aux crises que connaît le pays. Les hommes ont estimé que les politiciens ne s'intéressent aux électeurs que pendant les élections, au lieu d'une manière plus régulière. Les femmes ont estimé qu'il existe encore des obstacles non négligeables à la liberté d'expression, bien qu'il s'agisse d'une exigence élémentaire à la démocratie.

*« Les Congolais n'ont pas une bonne compréhension de la démocratie ».*  
Femme, Mbuji-Mayi

#### IV. Opinions sur l'intégrité des élections de 2018 et les motivations de participation

L'objectif de ce sujet était de rassembler la perception des participants sur l'organisation et la crédibilité des élections de 2018-2019 et de comprendre leurs motivations principales pour avoir voté ou pas.

Dans toutes les discussions, tous les interviewés ayant voté ont déclaré qu'ils l'ont fait par désir d'apporter un changement après 18 ans de Kabila au pouvoir. Tous les participants aux discussions à Kinshasa et Mbuji-Mayi ont déclaré qu'ils avaient voté, tandis que tous les hommes participants à Gemena ont déclaré l'avoir fait et toutes les participantes à Lubumbashi ont déclaré l'avoir fait. À part le fait de voter pour le changement, une raison commune dans les discussions était le vote en tant que devoir des citoyens congolais. D'autres raisons communes étaient de chasser les dirigeants corrompus et d'améliorer l'économie et la sécurité.

Pour les participants qui n'ont pas voté, une raison commune était que cela n'aurait pas eu d'impact sur les résultats des élections. Les élections de 2006 et 2011 ont été fréquemment citées comme un exemple d'élections où le vote n'a apporté aucune contribution. En outre, les difficultés d'enregistrement pour voter et l'accès aux bureaux de vote ont également été mentionnées.

Les opinions sur l'intégrité des élections de 2018 et 2019 étaient en général négatives dans tous les groupes. Tous les participants ont mentionné des inquiétudes liées à la corruption et à la fraude, avec les soupçons que les résultats avaient été prédéterminés. Les participants s'inquiétaient aussi des violences préélectorales, qui selon eux ont aussi contribué au manque de crédibilité. Les participants ont également affirmé qu'en plus de compliquer les élections en général, les MAV avaient été utilisées pour faciliter la fraude.



À Kinshasa, tous les participants avaient voté pour le changement et pour exercer leur devoir civique. La CENI a été spécifiquement pointée du doigt par les hommes comme une des raisons du manque de crédibilité des élections, s'appuyant sur le fait qu'elle était composée des membres nommés par le régime de Kabila pour organiser la fraude. Les femmes, sans mentionner spécifiquement la CENI, ont également exprimé leurs préoccupations concernant l'utilisation des MAV pour faciliter la fraude.

À Gemena, les répondants ont également cité la nécessité de changement comme raison de voter à côté du devoir civique. Les hommes ont évoqué le désir de punir les anciens dirigeants qui avaient mal géré le pays en les délogeant à travers les votes. Certaines femmes qui n'ont pas voté à Gemena ont estimé que voter était plus un passe-temps et que cela n'avait pas d'importance car les résultats étaient déjà déterminés. Des participants des deux sexes ont estimé que les élections n'étaient pas crédibles à cause de la corruption et de l'achat de votes, de la mauvaise organisation de la CENI, des violences pré-électorales et du manque d'information sur les MAV.

À Goma, les répondants ont également évoqué à la fois la nécessité de changement et le devoir civique comme raisons de voter. Les hommes qui n'ont pas voté ont dit qu'ils étaient découragés par les expériences antérieures et des longues files d'attente. En outre, les hommes comme les femmes estimaient que le fait que les étrangers traversaient les frontières avec le Rwanda et l'Ouganda voisins pour voter en RDC, décourageaient certaines personnes de voter. Certains hommes pensaient que le vote du jour du scrutin s'était bien déroulé en général, mais que l'annonce des résultats restait préoccupante. D'autres problèmes qui entravaient l'intégrité des élections cités par les hommes, incluent les candidats qui ignorent le seuil d'éligibilité pour gagner, la violence préélectorale et les MAV dysfonctionnelles. D'autre part, les femmes ont souligné le comportement corrompu de la CENI et la connaissance insuffisante des électeurs quant à l'utilisation des MAV. Les participants, hommes et femmes, ont souligné que les électeurs payaient des pots-de-vin pour ne pas respecter la queue, et la conviction que des étrangers s'étaient également introduits dans le pays pour voter.

*« En général, l'organisation des élections n'a pas été bonne, car il s'agissait d'une nouvelle machine inconnue et que les électeurs ne savaient même pas comment l'utiliser ».*

Homme, Mbuji-Mayi

Comme dans d'autres endroits, les participants à Mbuji-Mayi ont parlé de la nécessité du changement et le devoir civique comme principaux facteurs pour voter. Les hommes et les femmes ont indiqué leur préférence pour un candidat capable de résoudre les problèmes socio-économiques de la province et d'encourager les investissements externes dans l'économie locale. Les hommes étaient beaucoup plus préoccupés par l'intégrité des élections que les femmes. Les

hommes ont cité la mauvaise organisation de la CENI, la fraude perçue et les violences pré-électorales comme les raisons pour lesquelles les élections n'étaient pas crédibles. D'autre part, les femmes ont estimé que l'élection présidentielle s'était bien déroulée, mais que les élections législatives étaient problématiques. Ils ont cité le manque d'assistance internationale comme une raison de pessimisme mais ont évoqué que les élections de 2018 restaient meilleures que celles de 2011. Les femmes pensaient que le scrutin s'était bien déroulé, mais que la fraude s'était produite au niveau de la compilation des résultats.

À Lubumbashi, les répondants ont également voté pour le changement et par devoir civique. Les hommes qui n'ont pas voté ont déclaré qu'ils ont été empêchés pour des raisons personnelles le jour du scrutin et par un refus général. Les femmes interrogées ont déclaré qu'elles ont également voté par respect pour la Constitution du pays. Comme dans d'autres endroits, les intervenants ont estimé que les élections de 2018 n'étaient pas transparentes. Les hommes comme les femmes ont manifesté leurs inquiétudes sur la gestion des élections par la CENI, y compris l'utilisation des machines à voter qui étaient dysfonctionnelles. Les hommes ont spécifiquement cité la compilation des votes comme source décrédibilisant des élections en plus de la perception que les étrangers de Tanzanie, d'Ouganda et du Burundi étaient autorisés à collecter les cartes d'électeurs. Les femmes ont souligné le chaos général et le fait que les électeurs avaient été demandés de soumettre les rapports à d'autres bureaux de vote que ceux dont ils avaient été affectés, et que les files d'attente n'étaient pas respectées.

*« La prochaine fois, je n'irai pas voter car cela ne sert à rien ».*  
Femme, Lubumbashi

## V. Connaissance et confiance aux autorités électorales

L'objectif de ce sujet était d'évaluer la connaissance de la CENI par les participants, leur perception de son rôle et de ses responsabilités, et leur niveau de confiance en sa neutralité.

Les répondants avaient une idée générale du rôle et des responsabilités de la CENI, et tous les groupes connaissaient le nom du président de la CENI, Corneille Nangaa. Certains groupes pouvaient nommer les autres membres haut placés, dont l'ancien vice-président, Norbert Basengezi et le rapporteur, Jean-Pierre Kalamba. Les répondants avaient du mal à citer des responsabilités plus spécifiques de la CENI et avaient moins confiance en sa capacité d'organiser des élections crédibles.

À Kinshasa, les répondants pouvaient dire le nom du président de la CENI et décrire le rôle de la CENI dans l'organisation des élections. Les hommes ont également décrit la CENI comme responsable de l'organisation du registre des électeurs et de la fixation des conditions d'éligibilité des candidats et des électeurs. Tous les répondants ont déclaré qu'ils n'avaient pas confiance en la CENI, et qu'ils ne la voyaient ni indépendante ni libre d'influence politique.

*« Tout ce que fait la CENI, est au bénéfice de celui qui la finance ».*  
Femme, Kinshasa

À Gemena, les hommes connaissaient le nom du président de la CENI et pouvaient décrire son rôle dans l'organisation des élections. Les femmes pouvaient également dire le nom du président mais avaient du mal à décrire les rôles de la CENI. Les hommes et les femmes n'ont pas confiance en la CENI, la considérant comme dépendante et redevable aux autorités politiques qui nomment ses membres.

À Goma, les répondants connaissaient les noms du président et de l'ancien vice-président de la CENI. Les hommes et les femmes ont pu décrire les rôles spécifiques de la CENI, notamment l'enregistrement des électeurs, la remise des cartes d'électeurs, la validation des listes des candidats et la sensibilisation au processus électoral. Les hommes et les femmes ont affirmé qu'ils ne connaissaient pas très bien la CENI parce qu'elle ne semble apparaître qu'en période électorale. Aucun groupe n'a exprimé sa confiance en la CENI, et les hommes ont suggéré que ses membres ne devraient être nommés que de la société civile. Les femmes ont estimé que le processus de nomination des membres de la CENI était à l'origine de leur manque d'indépendance.

À Mbuji-Mayi, les répondants connaissaient également le président et le rapporteur, Jean-Pierre Kalamba. Les hommes ont pu de manière générale décrire le rôle de la CENI d'organiser des élections, tandis que les femmes ont parlé des responsabilités plus spécifiques, notamment la sensibilisation des électeurs, l'enregistrement des électeurs, le dépouillement et la publication des résultats. Aucun des groupes n'a exprimé sa confiance en la CENI, la considérant comme redevable aux alliés politiques de Kabila. Les femmes ont déclaré que la nomination de nouveaux membres améliorerait la crédibilité de la CENI.

À Lubumbashi, les répondants ont pu de manière générale décrire le rôle de la CENI dans l'organisation des élections et connaissaient son président. Les hommes connaissaient également son ancien vice-président et son fils, ancien conseiller à la CENI. Aucun des groupes n'a exprimé sa confiance en la CENI, la considérant comme politiquement corrompue. Les hommes ont estimé qu'elle disparaît entre les périodes d'élections, tandis que les femmes ont exprimé le souhait d'avoir plus d'informations sur les activités de la CENI.

*« L'indépendante' le nom de la CENI doit être réelle. À l'heure actuelle, il s'agit plutôt d'une commission électorale nationale 'dépendante' ».*  
Homme, Goma

## VI. Opinions sur de possibles réformes des processus électoraux et du cadre juridique

L'objectif de ce sujet était d'examiner les opinions sur les réformes proposées du cadre juridique et institutionnel, du processus électoral et de la CENI, ainsi que d'évaluer les points de vue sur comment le processus de réforme pourrait se faire de manière crédible et inclusive.

Les répondants ont affirmé qu'ils ne connaissaient pas suffisamment le cadre juridique congolais pour parler des domaines de réforme primaire. Quoi qu'il en soit, plusieurs sujets des discussions se sont soulevés lorsque les participants ont été invités à réfléchir aux changements qu'ils souhaiteraient voir dans les élections congolaises. Le plus cité était le désir de revenir au système de vote à deux tours pour l'élection présidentielle, ainsi que des mesures visant à promouvoir la transparence et à réduire la corruption. Les participants étaient divisés quant à savoir s'il fallait ou non continuer à utiliser les MAV ou retourner aux bulletins de vote en papier, et si les frais de candidature devraient être réduits pour encourager plus de candidats ou augmentés afin d'éliminer les candidatures frivoles.

À Kinshasa, hommes et femmes étaient d'accord que les critères d'éligibilité des membres de la CENI devraient être révisés. Les hommes ont souligné spécifiquement la nécessité de changement du système électoral, tels que le retour à l'élection présidentielle à deux tours, l'augmentation des frais de candidature et la fin du droit de vote pour les députés provinciaux dans les élections indirectes, tandis que les femmes ont estimé que les réformes internes de la CENI étaient importantes.

À Gemena, les participants, hommes et femmes, ont estimé que le seuil d'éligibilité pour les groupes politiques au Parlement devrait être révisé et que le pays devrait revenir au système à deux tours pour l'élection présidentielle. Les participants ont estimé que les frais de candidature devraient également être modifiés et que la CENI devrait faire davantage dans l'éducation des électeurs sur l'utilisation des MAV, en particulier les personnes âgées et les groupes marginalisés.

*« Nous avons besoin de rétablir les élections à deux tours car il n'est pas normal que quelqu'un puisse être élu président avec moins de 50% des voix ».*  
Homme, Gemena

À Goma, les participants des deux sexes ont interprété la réforme électorale se rapportant à la CENI et ont souligné des changements internes qui, selon eux, rendraient la CENI plus transparente et crédible. Les deux groupes ont estimé que les membres de la CENI devraient provenir uniquement de la société civile sans inclure les représentants des partis politiques. Les hommes estimaient que les conditions de désignation des membres de la CENI devraient être revues, tandis que les femmes estimaient que la corruption doit être éradiquée au sein de la CENI avec des conséquences pour les transgresseurs. Les deux groupes estimaient que les élections présidentielles devraient passer à un système à deux tours. La plupart étaient d'avis que les MAV devraient être maintenues, avec une sensibilisation adéquate pour les électeurs.

À Mbuji-Mayi, les hommes ont fait valoir que les domaines prioritaires de réforme devraient être le retour au système à deux tours pour la présidentielle, la révision du seuil pour les partis politiques, la révision de la méthode de constitution des circonscriptions et le maintien des MAV pour les futures élections. D'autre part, les femmes souhaitaient que les élections reviennent aux bulletins de vote en papier et aux dépouillements manuels sans MAV, et l'engagement des parties prenantes des élections dans un processus consultatif par rapport aux réformes à adopter.

*« Tous les acteurs ont un rôle à jouer dans la réforme, mais ont besoin de formation pour savoir ce qu'ils doivent faire ».*

Femme, Mbuji-Mayi

À Lubumbashi, les hommes soulignaient que la loi électorale change avant toutes les élections. Ils ont aussi accentué le désir de revenir à l'élection présidentielle à deux tours, aux bulletins de vote en papier, tout en se focalisant sur l'éducation des électeurs. Les femmes ont également affirmé que le système à deux tours devrait être reconsidéré.

## VII. Médias et sources d'informations préférés et formats efficaces pour l'éducation des électeurs

L'objectif de ce sujet était d'examiner les préférences des participants en termes des médias et de sources d'information, et identifier ces sources d'information et les plateformes les plus utilisées ou considérées être les plus efficaces et dignes de confiance chez les électeurs pendant la période électorale 2018-2019. En outre, ce sujet évaluait le niveau de connaissance et d'information sur les élections de 2018-2019, et identifier les lacunes de l'information sur des thèmes spécifiques, y compris sur les jours d'élections et du processus d'enregistrement des électeurs, des partis politiques, et des candidats à l'élection présidentielle.

Les répondants ont cité plusieurs stations de radio, chaînes de télévision et la presse écrite comme leurs principales sources d'informations. Tous les groupes ont cité la radio comme l'une des principales sources d'informations ; certains ont aussi ajouté la télévision et la presse d'autres des sites d'actualités et des médias et réseaux sociaux.

La radio RFI ou ses stations de relais ont été citées par tous les groupes de discussion. D'autres stations de radio couramment citées comprennent Top Congo, Radio Okapi et RTNC. Pour les groupes qui ont cité la télévision, RTNC, TV50 et France 24 étaient les plus utilisés. Le Phare et Le Potentiel sont les journaux les plus cités. Pour ceux qui ont cité des sources internet, il s'agissait notamment de Congo News, Voice of Congo, ainsi que Facebook, WhatsApp et YouTube. Les participants de tous les groupes étaient confiants de pouvoir identifier les fausses nouvelles.

Aucun groupe n'a signifié avoir reçu assez d'informations sur les élections. Les hommes à Kinshasa ont suggéré que la CENI utilise une campagne de messagerie SMS pour rapidement atteindre un grand nombre d'électeurs. Les hommes de Gemena et les femmes de Goma ont affirmé qu'elles avaient reçu trop peu d'informations sur la date et le lieu de vote. D'autre part, les hommes de Mbuji-Mayi ont estimé avoir reçu des informations sur la date et le lieu du vote, mais pas assez sur les procédures du jour des élections. Les femmes à Mbuji-Mayi ont estimé qu'elles avaient reçu en général assez d'informations sur comment et où voter, mais peu de connaissance de leurs candidats ou des postes auxquels elles les élaient. Les femmes à Lubumbashi ont estimé que l'insuffisance d'informations sur les raisons du report des élections avait laissé un vide rempli par la désinformation. Bien que la plupart des groupes aient déclaré qu'ils avaient entendu parler des machines à voter auparavant, aucun n'a estimé que ces machines avaient été correctement présentées et expliquées.

*« Ce n'est qu'à la veille des élections que nous avons reçu des informations sur comment voter ».*

Homme, Lubumbashi

## VIII. Opinions sur la participation des femmes à vie la politique

L'objectif de ce sujet était d'élucider les points de vue des femmes en politique et les manières d'améliorer leur engagement.

Presque tous les groupes ont déclaré soutenir un rôle plus important des femmes dans la politique. Les répondants étaient divisés quant à savoir si l'État devait faire plus pour promouvoir la participation des femmes ou si elles devaient se faire leur propre chemin en politique. La plupart des interviewés, hommes et femmes, ont lié la marginalisation des femmes en politique à des pratiques discriminatoires plus larges dans la société congolaise.

Les répondants, hommes et femmes, à Kinshasa soutenaient la participation des femmes en politique. Les deux groupes ont reconnu la nécessité du quota pour les femmes à l'Assemblée Nationale et soutenaient qu'il devrait augmenter. Les deux groupes ont souligné que les femmes occupant des postes importants au Parlement et au gouvernement constituaient une évolution positive, bien qu'ils aient également reconnu que ces femmes n'étaient parfois pas prises au sérieux.

*« Ici, les femmes ont des principes rigides. Elles ne se laisseront pas manipuler comme les hommes ».*

Homme, Gemena

À Gemena, les deux groupes ont reconnu la discrimination systémique à l'égard des femmes dans les filières professionnelles et éducatives, entravant leur participation dans la politique. Les hommes croient que les femmes doivent lutter pour leur propre représentation en politique, mais ont affirmé leur volonté de soutenir les femmes qui sont ambitieuses, compétentes et intelligentes. Les femmes ont parlé des qualités similaires, mais ont souligné qu'une femme leader doit défendre et protéger les droits des femmes.

À Goma, les deux groupes ont remarqué une augmentation du nombre de femmes dans les institutions gouvernementales depuis le transfert du pouvoir. Alors que les hommes ont noté que les femmes des milieux ruraux ne jouissent pas du même niveau de libertés que celles des milieux urbains, et ont également noté une conviction selon laquelle ces femmes sont plus privilégiées que les hommes. Ils ne soutiennent pas un quota et bien qu'ils déclarent leur volonté de soutenir une candidate compétente à un poste, ils ne choisiraient pas une femme contre un homme avec des qualifications similaires, craignant qu'une femme pourrait avoir des limites. Les femmes à Goma ont également estimé que les quotas

encourageraient les femmes non qualifiées à occuper des postes, mais ont tout de même déclaré qu'elles soutiendraient les femmes qui se présentent comme candidates.

À Mbuji-Mayi, les hommes ont déclaré qu'ils soutiendraient les femmes compétentes qui se présentent aux élections, mais croient que c'est à elles d'augmenter leur propre participation. Les femmes se sont également opposées aux quotas au Parlement, mais ont déclaré qu'elles seraient prêtes à voter pour une femme candidate à la présidence.

*« Dans notre pays, nous avons besoin que les femmes soient au pouvoir ».*  
Femme, Mbuji-Mayi

Les hommes à Lubumbashi étaient le seul groupe à ne pas soutenir, par principe, la participation des femmes dans la politique. En fait, ils ont estimé que moins de femmes devraient servir au Parlement parce que les députés devraient être élus en fonction de leur performance et non de leur sexe. Les femmes à Lubumbashi étaient divisées, les plus âgées estimant que les femmes ne devraient pas participer à la politique et les plus jeunes déclarant que les femmes peuvent être des leaders tout comme les hommes.

## IX. Opinions sur la participation des jeunes en politique

L'objectif de ce sujet était d'élucider les points de vue des participants sur l'engagement des jeunes en politique et les manières de faire avancer cet engagement.

Les répondants de tous les groupes ont affirmé que les jeunes se heurtent à des obstacles spécifiques dans leur participation politique. La plupart ont cité un manque apparent d'expérience comme une raison limitant les jeunes de moins de 40 ans à servir dans le gouvernement. Une autre raison commune citée était la longévité des politiciens plus âgés occupant des postes de pouvoir, et qui ne donnent pas aux jeunes l'opportunité d'acquérir de l'expérience. La plupart des participants ont affirmé que plus de jeunes en politique serait bon pour le pays.

À Kinshasa, hommes et femmes ont identifié le chômage des jeunes comme le principal obstacle à leur évolution dans la société. Ils ont affirmé que les jeunes sont pris au piège dans un cycle où ils ne peuvent pas acquérir l'expérience professionnelle dont tous les employeurs requièrent avant de les engager. En outre, les deux groupes ont estimé que les jeunes peuvent être reconnus en politique s'ils se présentent avec des plans et des actions stratégiques pour améliorer les conditions.

*« Un jeune peut apporter de l'innovation. S'ils peuvent réaliser ce que leurs prédécesseurs n'ont pas pu accomplir, nous avons un intérêt à les soutenir ».*  
Femme, Kinshasa

Les répondants à Gemena ont également identifié le chômage des jeunes comme le principal sujet de préoccupation pour les moins de 40 ans. Les hommes ont estimé que les dirigeants plus âgés ont centralisé tous les postes politiques pour eux-mêmes sans offrir d'opportunités de participation aux jeunes. Les femmes répondantes étaient d'avis, mais ont ajouté leur espérance que cette situation ne soit pas permanente, mais plutôt réversible.

À Goma, les hommes ont exprimé leur préférence pour les leaders plus âgés compte tenu de leur expérience. Une minorité de répondants n'étaient pas d'avis et ont déclaré que les jeunes apportent plus de flexibilité et de compétence. La plupart des hommes estimaient qu'un jeune ne serait pas apte à être président dû au manque d'expérience requise pour la position, y compris la capacité d'équilibrer les plaintes de différents groupes. Certains répondants ont utilisé l'exemple de Mobutu comme exemple,

affirmant que les premières années de son règne, quand il était un jeune homme, étaient bien meilleures et moins chaotiques. D'autres n'étaient pas de cet avis et estimaient que le régime du jeune Mobutu était beaucoup plus dur. Les hommes ont affirmé que le pays devrait envisager des quotas pour les jeunes et les personnes âgées afin que tous soient correctement représentés. Les femmes à Goma ont estimé que la longue période de guerre a fait reculer les jeunes et les a rendus moins responsables. Ils ont toujours soutenu les jeunes comme un moyen de renouveler la classe politique et ont cité le vice-gouverneur du Nord-Kivu comme exemple. Mobutu et Joseph Kabila ont également été cités comme exemples de jeunes leaders. Les femmes ont également soutenu le quota pour les jeunes au Parlement afin de les encourager à se présenter aux élections.

À Mbuji-Mayi, les répondants, hommes et femmes, étaient d'avis que les jeunes étaient victimes de discrimination du fait que les employeurs favorisent les travailleurs âgés. Les femmes à Mbuji-Mayi ont estimé que les jeunes sont souvent utilisés par les politiciens mais ne bénéficient pas d'opportunités. Ils ont également estimé qu'une personne de moins de 40 ans n'aurait pas assez d'expérience pour bien exercer la fonction de président, mais ont soutenu un quota de jeunes au Parlement, en y introduisant des sièges dédiés uniquement aux jeunes.

Les hommes à Lubumbashi étaient divisés quant à la participation des jeunes dans la politique. Les uns estimaient que les jeunes faisaient preuve de plus de dynamisme et de vigueur et ont désigné Patrice Lumumba comme un exemple de jeune leader efficace. D'autres ont vu les jeunes comme des immatures et sans expérience pour diriger le pays. Ils ont estimé qu'un jeune pourrait être tenté de rester au pouvoir indéfiniment et ont souligné le cas de plusieurs présidents africains qui ont amplifié ce phénomène. Les hommes n'estimaient pas qu'un quota de jeunes était nécessaire et considéraient que ceux-ci doivent s'affirmer eux-mêmes pour améliorer leur position politique. D'autre part, les femmes ont soutenu la participation des jeunes dans la politique via un quota. Ils ont estimé que les jeunes d'aujourd'hui sont éduqués, compétents et courageux et ont souligné que les politiciens plus âgés ont commencé eux-mêmes quand ils étaient jeunes.